



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1902>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 778 - mai 1980 -

Date de mise en ligne : mardi 30 septembre 2008

Date de parution : mai 1980

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Les Etats-Unis sont-ils en train de devenir un pays socialiste ?

C'est en quelque sorte la question que se pose B. Brizay, qui vient de passer six mois aux Etats-Unis pour réaliser une enquête sur le « business américain ». Dans le livre qu'il a tiré de son enquête : « Le patronat américain », Brizay est tenté de répondre oui.

Il dénonce l'hostilité au grand business de la majorité de la population qui souhaite que le gouvernement réglemente davantage la « libre entreprise ». On considère aux Etats-Unis que les compagnies pétrolières sont encore plus responsables que les « Arabes » de la crise du pétrole et le public pense que ce sont les « grandes affaires » qui sont responsables du chômage et de l'inflation. La grande faiblesse du « big business » et de ses dirigeants (qui ne manquent pourtant pas de moyens), c'est d'être en contradiction avec les principes qu'ils prétendent défendre moralement et économiquement : ils pratiquent des ententes et luttent contre la concurrence toutes les fois qu'ils le peuvent.

« Réclamant la liberté au nom de l'intérêt général, on les voit aussi intriguer auprès des pouvoirs publics pour obtenir non seulement des commandes, mais des subventions, des soutiens et des avantages de toute sorte. Résultat : les réglementations font rage, le pouvoir des consommateurs éclate, les tensions comme la révolte des minorités ou l'idéal écologiste s'expriment avec pré dilection dans l'entreprise, vers laquelle convergent toutes les frustrations de la société. »

Moyennant quoi :

« La « socialisation » va bon train. Le budget de l'Etat a quintuplé en quinze ans. Les dépenses sociales comptent pour plus de la moitié dans celui-ci, et elles ont augmenté de 106 % en cinq ans. Washington possède deux tiers du territoire des Etats-Unis. La moitié des savants du pays travaillent, directement ou indirectement, pour le gouvernement. Les agences, les sous-agences, les comités, les conseils publics et parapublics, ne se comptent plus. »

*

Ce n'est pas en France qu'on verrait des choses pareilles. Dieu merci, Barre et le patronat veillent. Et ce n'est pas la libération des prix qui les fait monter, mais les marchés du Tiers Monde, Arabes et autres, qui nous vendent le pétrole et les matières premières de plus en plus cher !

C'est vrai, mais que pour une faible partie des coûts ainsi que le montrent les enquêtes sérieuses : une fois enlevée la part des combustibles et des matières premières, la hausse du coût de la vie est maintenant de 11,6 % au lieu de 7,6 % l'an dernier et 5,8 % il y a deux ans.

Les véritables responsables de la hausse des prix ce sont Barre et les entreprises qui ont intérêt à ce que les prix augmentent : les entreprises parce que cela accroît leurs bénéfices, le gouvernement parce que, par le biais des taxes, ça augmente ses recettes.

*

Quelques chiffres : en 18 mois le prix du pain a augmenté de 27 % , en 20 mois on a constaté des hausses de 28% sur la quincaillerie, de 29 % sur les produits d'entretien, de 23 % sur l'automobile, de 22% sur les articles de ménage et les pneus, de 18% sur le mobilier, ... En un an, pour les prix des services, on note des hausses de 21% dans les stations-services, de 16 à 19 % dans les hôtels, de 15 % dans les cafés et restaurants, de 14 % dans les garages, ... Les prix des transports, du gaz, de l'électricité vont bientôt augmenter...

Selon l'I.N.S.E.E., la hausse des prix de gros a été (hors taxes) de 9,6 % par an en 1978, de 14 % en 1979 et... de 15 depuis le début de 1980.

Les salaires, eux, ne suivent pas le même rythme et le pouvoir d'achat des salariés diminue et ça va empirer. Vive le meilleur économiste de France !

*

Malgré la crise, les gains de productivité dans l'industrie française ont été de 6,3 % en 1979. C'est ce qu'a déclaré l'auto-satisfait Barre aux députés U.D.F., précisant que la croissance du produit intérieur brut avait été durant la même période de l'ordre de 4%.

*

Dans un article intitulé « La crise n'est pas ce que l'on croit » (Le Monde du 14 février 1980), A. Barrère, professeur à l'Université Paris I, explique : « La croissance française est partie à la recherche d'une position compétitive en vertu d'une croyance en dogme : l'appareil productif devait être modernisé par substitution du capital au travail afin d'accroître l'efficacité de l'effort productif et d'abaisser les coûts par réduction des charges salariales. Mais on ne prit aucune mesure pour amortir les deux conséquences d'une accumulation élevant le rapport capital/travail : la réduction du volume global de l'emploi résultant de la substitution de la machine à la main d'oeuvre, et la modification de la structure des coûts résultant de la substitution des charges du capital aux charges salariales. Le premier effet annonçait le chômage, le second, par un surprenant paradoxe, précipitait l'inflation et, malgré la hausse des prix, la baisse de la rentabilité. »